

# Pointage annuel du profil des usagères et des usagers (PAPU) des centres d'accueil à bas-seuil : Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2023

Sophie Stadelmann, Sanda Samitca

Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Département Épidémiologie et systèmes de santé – DESS  
Secteur Évaluation et expertise en santé publique (CEESAN)

Juillet 2024

## Contexte

Développés dès les années 1970, les centres d'accueil à bas-seuil (CABS) offrent différentes prestations qui visent en premier lieu l'aide à la survie des usagères et usagers de substances psychoactives et la diminution des risques liés à la consommation. Ils ont également une mission d'orientation dans le réseau, avec pour objectif à long-terme la réintégration sociale des consommatrices et consommateurs. Le terme « bas-seuil » fait référence au seuil d'accessibilité, par opposition aux services à seuil plus élevé dans lesquels l'accès nécessite, par exemple, un enregistrement nominatif et/ou un engagement d'abstinence. Ainsi, les CABS se définissent par leur facilité d'accès, le respect de l'anonymat et la gratuité ou le faible coût de leurs services. A l'heure actuelle, le canton de Vaud compte huit structures de ce type, gérées par quatre organismes : la Fondation ABS à Lausanne<sup>a</sup>, Zone Bleue à Yverdon, Entrée de Secours à Morges et à Nyon et AACTS à Vevey<sup>1</sup>.

Le Pointage annuel du profil des usagères et usagers (PAPU) est une étude menée, depuis 2016, dans l'ensemble des CABS du canton de Vaud durant la première semaine du mois de novembre. Cette étude permet de suivre le profil sociodémographique, les prises de risques et l'état de santé de la population qui fréquente ces CABS<sup>b</sup>. Le présent

document fait une synthèse des données collectées en 2023 et met en perspective l'évolution des principaux indicateurs depuis 2017<sup>c, d</sup>.

## Résultats

En 2023, le questionnaire PAPU a été proposé à 414 personnes différentes, soit à légèrement moins de personnes qu'en 2022 (n=486). Au total 304 questionnaires valides ont pu être utilisés pour effectuer les analyses ; 113 personnes ont refusé de participer. Le taux de participation est de 73.4%, soit un taux un peu plus élevé que celui de l'année dernière (62.6% en 2022, Figure 1). Ce taux reste très variable entre les structures (minimum : 51.1% ; maximum : 95.8%), mais est globalement assez élevé par rapport aux dernières éditions de l'étude. La participation dans les structures d'ABS au Vallon a fortement augmenté par rapport aux dernières éditions de l'étude (43.5% en 2022 vs 70% en 2023).

En 2023, le questionnaire était proposé en anglais ou en français. Quasiment tous les questionnaires retournés étaient en français (95.7%). C'est à AACTS que les questionnaires traduits ont suscité le plus grand intérêt (21.6% des questionnaires retournés).

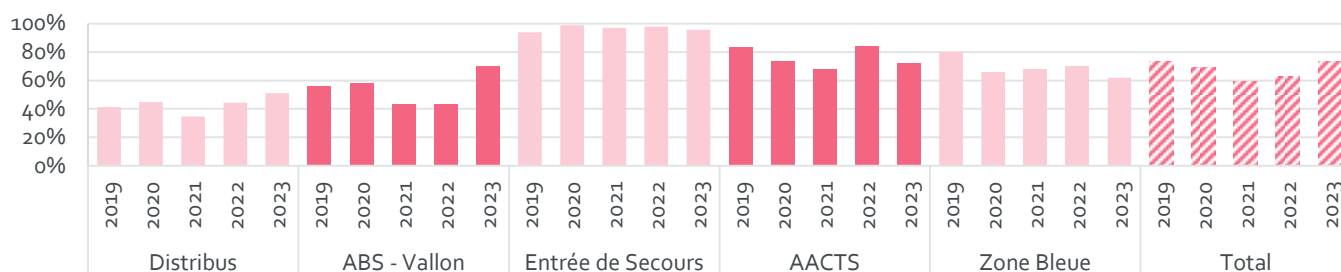


Figure 1 Taux de participation à l'enquête PAPU, par structure, entre 2019 et 2023 (%)

<sup>a</sup> La Fondation ABS gère quatre structures : Le Passage, La Terrasse, Le Distribus et L'Espace de consommation sécurisé (ECS).

<sup>b</sup> Pour plus d'informations concernant les indicateurs utilisés voir le dernier rapport reprenant l'ensemble des indicateurs<sup>2</sup>.

<sup>c</sup> En raison de l'intégration des usagères et usagers du Distribus de Lausanne à l'étude dès 2017, il n'est pas possible de comparer les données récoltées dès 2016 avec celles récoltées précédemment.

<sup>d</sup> Une note méthodologique est disponible à la fin du document.

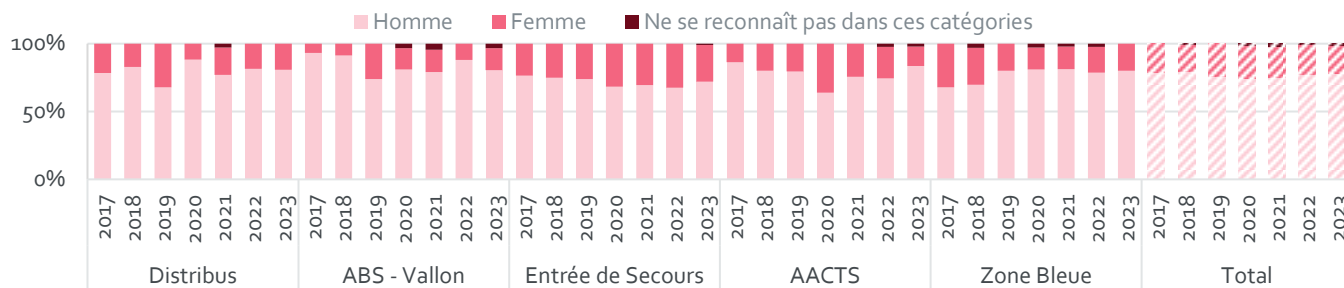


Figure 2 Répartition selon le genre, par structure, entre 2017 et 2023 (%)

En 2023, 26.7% des répondant-es ont complété le questionnaire de l'enquête avec l'aide d'une tierce personne, une proportion en augmentation depuis 2019 (15.3%). Nous pouvons observer une augmentation en particulier au Distribus où 56.5% des participant-es ont répondu avec de l'aide (31.7% en 2022), mais également à AACTS (36.8% en 2023 vs 30% en 2022).

## Caractéristiques sociodémographiques

Parmi l'ensemble des répondant-es du PAPU 2023, 20.5% sont des femmes, soit une proportion stable depuis le début des mesures (Figure 2). C'est à AACTS qu'on retrouve proportionnellement le moins de femmes (14.3% en 2023) et à Entrée de Secours qu'il y en a le plus (27% en 2023). L'âge moyen des répondant-es est de 44.8 ans (minimum : 18 ans ; maximum : 84 ans). La tranche d'âge à laquelle appartient la population accueillie varie selon les CABS, cependant la tendance globale montre que la population qui fréquente les CABS vaudois est vieillissante. En effet, la part de répondant-es du PAPU ayant plus de 55 ans a augmenté entre 2017 et 2023 passant de 7.7% à 20.7%. En outre, le taux de jeunes de moins de 30 ans répondant au PAPU est passé de 13% à 9.3% sur la même période.

Plus de la moitié des personnes accueillies dans les CABS ont la nationalité suisse (53.5% en 2023). Parmi celles qui n'ont pas la nationalité suisse, 34.3% ne disposaient pas d'un permis de séjour valable au moment de l'enquête en 2023.

Près des deux tiers des répondant-es du PAPU bénéficient d'un domicile fixe privé (61.1% en 2023), un sixième (17% en 2023) indiquent vivre dans la rue, 9.7% dans un logement provisoire, 7.3% en hébergement d'urgence, 4.5% vivent en institution et 0.4% en prison. La répartition des usagères et usagers des CABS dans ces différentes catégories a peu changé au cours des dernières éditions de l'étude. Cependant, parmi les répondant-es indiquant être SDF (logement provisoire, hébergement d'urgence ou rue), la part de répondant-es indiquant l'être depuis moins de 6 mois a augmenté au cours des dernières années. Elle s'élève à 49.5% en 2023 (vs 34.3% en 2020). Le nombre de répondant-es SDF depuis 1 à 5 ans ou depuis plus de 5 ans a, quant à lui, diminué progressivement ces dernières

années (passant respectivement de 36.2% en 2019 à 20.4% en 2023 et de 29.8% en 2019 à 9.7% en 2023<sup>e</sup>).

Les deux principales sources de revenus des usagères et des usagers des CABS sont les assurances sociales (assurance invalidité, chômage, AVS, etc.) et l'aide sociale. La part de répondant-es bénéficiant des assurances sociales a progressivement augmenté (passant de 30.1% en 2017 à 33.6% en 2023) à l'inverse de l'aide sociale qui a au contraire diminuée (passant de 44.7% en 2017 à 37.2% en 2023). Bien que moins citées par les répondant-es, d'autres sources de revenus existent : 12% disposent d'un soutien financier de la part de leur famille, ami-es et/ou compagne ou compagnon, 11.6% ont un travail à temps partiel, 11.3% font la manche, 10.9% bénéficient de revenus illégaux (dont le deal) 8.5% ont un travail à temps plein, 7.8% ont un travail irrégulier temporaire, 1.5% tirent leurs revenus du travail du sexe et 2.5% ont d'autres revenus (parmi lesquels ont été mentionnés en 2023 : les économies ou l'assistance financière de l'EVAM)<sup>f</sup>.

La part de répondant-es ayant passé parfois ou souvent toute une journée sans manger au cours des 30 derniers jours avait diminué en 2019 (33.2%) et a ré-augmenté ces dernières années (41.1% en 2022 et 39.7% en 2023). Parmi ces dernières et ces derniers, une part en augmentation sont des femmes (17.8% en 2017 vs 31% en 2023).

## Consommation de substances psychoactives

Une large majorité (94.6%) des répondant-es du PAPU ont consommé au moins une substance psychoactive au cours des 30 derniers jours en 2023 (Tableau 1). Cette proportion a peu varié depuis 2017.

La part de répondant-es ayant consommé au moins un stupéfiant (hors cannabis) a, en revanche, proportionnellement augmenté depuis 2019 passant de 69% à 77% en 2023. Cette observation peut s'expliquer notamment par l'augmentation, sur ces dernières années, de la proportion de répondant-es ayant consommé de la cocaïne base<sup>g</sup>, de la cocaïne HCl<sup>h</sup>, ou des benzodiazépines (BZD) non prescrites. Ainsi en 2023, près de la moitié des répondant-es indiquent avoir consommé de la cocaïne base, tout comme de la

<sup>e</sup> Cette diminution ne concerne qu'un petit nombre absolu de répondant-es. Elle est le fait d'une augmentation proportionnelle (et importante en chiffre absolu) du nombre de personnes SDF depuis moins de 6 mois.

<sup>f</sup> Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs sources de revenus différentes.

<sup>g</sup> La « cocaïne base » fait référence à la cocaïne sous forme de crack ou de freebase (indépendamment du produit utilisé pour baser la cocaïne) destinée à être consommée par inhalation.

<sup>h</sup> Cocaïne sous la forme de sel hydrochloré, voir Zobel et al. 2018 pour plus d'informations quant aux différentes formes de cocaïne<sup>3</sup>.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Tabac	-	-	85.4%	-	87.1%	87.2%	86.7%
Alcool	72.4%	68.8%	75.0%	-	70.4%	74.1%	73.3%
Cannabis	70.9%	63.7%	64.4%	60.2%	60.6%	67.9%	59.7%
Cocaïne HCl	51.0%	47.8%	42.1%	46.1%	48.5%	52.0%	49.0%
Cocaïne base	30.7%	29.5%	26.2%	29.2%	37.2%	44.8%	43.3%
Héroïne	55.1%	49.1%	39.9%	45.1%	47.2%	42.1%	37.2%
BZD non prescrites	29.7%	26.6%	26.2%	27.5%	36.4%	34.7%	30.5%
Ecstasy	18.9%	16.3%	15.6%	18.5%	11.5%	15.0%	19.7%
Morphine non prescrite	14.1%	10.6%	8.8%	12.6%	14.5%	16.9%	18.9%
Kétamine	-	-	-	-	-	-	16.7%
Amphétamines	13.9%	12.3%	13.5%	15.9%	13.0%	16.3%	15.0%
Méthadone non prescrite	12.0%	11.0%	11.7%	13.2%	13.8%	15.4%	14.8%
Speedball	14.2%	12.8%	11.5%	17.5%	13.1%	17.7%	13.7%
Crystal, méthamphétamines	7.9%	6.3%	5.0%	7.9%	5.5%	11.2%	12.3%
Autre	3.7%	6.6%	9.5%	-	10.1%	12.6%	10.8%
NPS	5.5%	4.6%	4.6%	-	5.1%	4.9%	7.3%
Buprénorphine non prescrite	2.9%	2.5%	1.7%	3.8%	1.4%	3.8%	4.1%

Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs produits différents.  
Sous « autre » ont été mentionnés, en 2023 : des vapeuses, des hallucinogènes (LSD, champignons, etc.), le CBD, des anxiolytiques, des psychostimulants, du L-Polamidon®.

**Tableau 1 Consommations au cours des 30 derniers jours entre 2017 et 2023 (%)**

cocaïne HCl et près d'un tiers des BZD non prescrites (43.3%, 49% et 30.5% respectivement, Tableau 1). Cette augmentation est particulièrement marquée à Zone Bleue où en 2023, 58.3% des répondant-es ont indiqué consommer de la cocaïne base et 47.6% des BZD non prescrites contre, respectivement, 25% et 33.3% en 2020. Une importante augmentation de la consommation de cocaïne base se dessine également au Distribus où 71.1% des répondant-es indiquent en avoir consommé au cours des 30 derniers jours en 2023, contre 50% en 2019.

Par ailleurs, un peu moins de la moitié des usagères et des usagers des CABS ont consommé de la cocaïne HCl (49% en 2023) ou de l'héroïne (37.2% en 2023). Les autres substances considérées ont été consommées par moins de 20% des répondant-es et représentent ainsi une moins grande proportion de la population fréquentant les CABS.

La cocaïne HCl et la cocaïne base sont les substances illégales consommées par le plus de répondant-es tous les jours ou presque, après le cannabis (22.1% et 18.8%, respectivement, vs 33.7% pour le cannabis en 2023). Un huitième des répondant-es indiquent avoir consommé des BZD non prescrites tous les jours ou presque au cours du dernier mois en 2023 (12.8%), viennent ensuite l'héroïne (12%) et la morphine (11.4%). Moins de 5% des répondant-es consomment tous les jours ou presque chacune des autres substances illégales mentionnées.

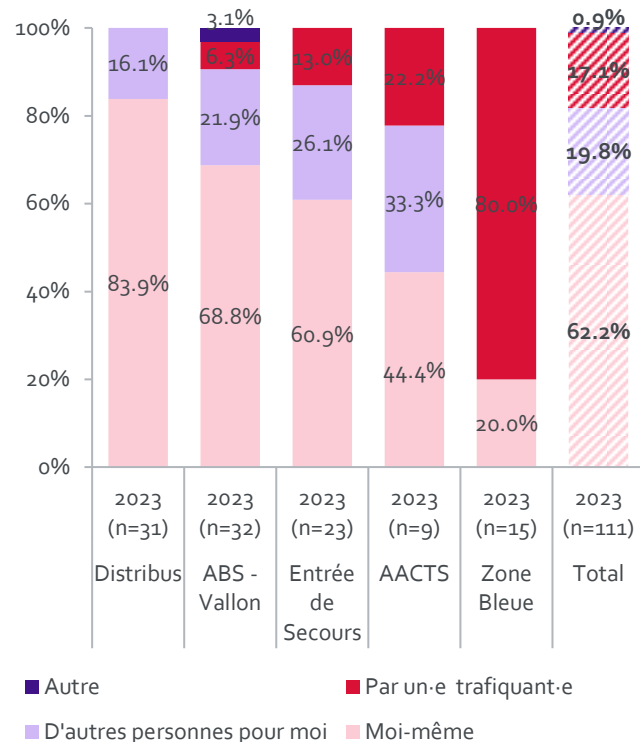
Près de la moitié des usagères et usagers qui consomment des stupéfiants (à l'exception du cannabis) en ont consommé plusieurs au cours des 30 derniers jours (49.5% en 2023). Parmi

celles-ci et ceux-ci, 55% ont consommé au moins de l'héroïne et de la cocaïne HCl au cours de 30 derniers jours en 2023.

## Indicateurs de suivi du marché des stupéfiants

En 2023, nous avons intégré une question pour essayer d'identifier, lors de la consommation de cocaïne base, qui s'occupe, le plus souvent, de faire la transformation à partir de la cocaïne HCl. Les résultats ont montré une importante disparité entre les structures (Figure 3). Alors qu'au Distribus 83.9% des répondant-es indiquent l'avoir transformée elles-mêmes ou eux-mêmes, et 16.1% qu'une autre personne l'a transformée; à Zone Bleue, 80% indiquent que la transformation a été faite par un-e trafiquant-e (acheté déjà prêt) et 20% par elles-mêmes ou eux-mêmes. Ainsi, la part de répondant-es indiquant, en 2023, l'avoir fait elles-mêmes ou eux-mêmes n'est pas la même entre chaque structure : 83.9% au Distribus, 68.8% dans les structures d'ABS au Vallon, 60.9% à Entrée de Secours, 44.4% à AACTS et 20% à Zone Bleue. Au total, 62.2% des répondant-es indiquent s'en être chargé elles-mêmes ou eux-mêmes, 19.8% indiquent que c'est d'autres personnes qui l'ont fait pour elles et eux, 17.1% indiquent que c'est un-e trafiquant-e qui l'a fait et 0.9% indiquent que c'est quelq'un-e d'autre (sans précision).

Près d'un tiers des répondant-es indiquent avoir acheté de l'héroïne au cours des 30 derniers jours en 2023 (29.3%). Les répondant-es du Distribus sont proportionnellement les plus nombreuses et nombreux à relever ce type d'achat (66.7%). Ce produit a été acheté dans le canton de Vaud dans 80.7% des cas. L'achat s'est fait auprès d'un-e trafiquant-e dans 62.9% des cas, d'un-e ami-e (32.3% ou par d'autres voies (par don ou trouvé, 4.8%).



**Figure 3 Personne ayant transformé la cocaïne HCl en cas de consommation de cocaïne base, par structure, en 2023 (%)**

La moitié des répondant-es indiquent avoir acheté de la cocaïne HCl au cours des 30 derniers jours en 2023 (50%). C'est au Distribus que la plus grande part de répondant-es indiquent en avoir acheté sur cette même période (80.5%). Parmi celles et ceux-ci, une large majorité l'a achetée dans le canton de Vaud (94.4%), auprès d'un-e trafiquant-e (85.5%), auprès d'un-e ami-e (12.7%), sur Internet (0.9%) ou par d'autres voies (sans précision, 0.9%).

Un cinquième des répondant-es du PAPU indique avoir acheté de la cocaïne déjà basée au cours des 30 derniers jours en 2023 (21.8%). Ce sont les répondant-es de Zone Bleue qui sont les plus nombreuses et nombreux à indiquer ce type d'achat au cours des 30 derniers jours (52.4%). La plupart l'a achetée dans le canton de Vaud (83.3%). Elles et ils ont presque toutes et tous acheté le produit auprès d'un-e trafiquant-e (90.7%), et un dixième auprès d'un-e ami-e (9.3%).

Les proportions de répondant-es indiquant avoir acheté du cannabis sous forme d'herbe/marijuana ou sous forme de résine/haschich s'élèvent à respectivement 42.2% et 44%. C'est à Zone Bleue que nous retrouvons le plus grand nombre de répondant-es ayant acheté ce type de produit en 2023 (63.6% et 60.9%). Pour la grande majorité des répondant-es, ces achats ont eu lieu dans le canton de Vaud (95.1% des achats sous forme d'herbe et 92.2% des achats sous forme de résine). Un peu moins de la moitié des répondant-es s'est procuré du cannabis auprès d'un-e trafiquant-e (39% pour l'herbe et 45.7% pour la résine) et près de la moitié auprès d'un-e ami-e (53.7% pour l'herbe et 46.9% pour la résine). Quelques-un-es sont également passé-es par Internet (1.2% pour l'herbe et pour la résine). Finalement, certaines personnes relèvent être passées par d'autres voies (6.1% pour l'herbe et 6.2% pour la résine), dont la production personnelle.

## Indicateurs d'exposition au risque de transmission du VIH et du VHC

En 2023, moins d'un cinquième des répondant-es ont indiqué avoir consommé par injection au cours des 30 derniers jours (18.1%). Cette proportion tend légèrement à diminuer depuis 2017 où elle s'élevait à 24.2%. Ces dernières et derniers sont de moins en moins nombreuses et nombreux à indiquer avoir le plus souvent consommé par injection à domicile ou dans un endroit privé (39.6% en 2023), et proportionnellement de plus en plus nombreuses et nombreux à indiquer avoir le plus souvent consommé dans un lieu public extérieur (37.5% en 2023). Les taux des autres réponses, à savoir local de consommation (18.8%) et local public (4.2%) restent stables. Une très large majorité des répondant-es ont échangé souvent ou toujours leurs seringues usagées contre des neuves dans une institution (83.7% en 2023).

En 2023, les répondant-es qui ont consommé par injection au cours des 30 derniers jours sont 22.9% à déclarer avoir utilisé la seringue ou l'aiguille de quelqu'un-e d'autre au cours de cette période. Cette proportion a fortement augmenté depuis 2022. Jusqu'en 2021, en moyenne, moins de 6% des répondant-es indiquaient avoir ce

comportement. Près de 4.1% des répondant-es indiquent avoir transmis au cours des 30 derniers jours une seringue/aiguille usagée à un-e paire après l'avoir utilisée. Par ailleurs, la réutilisation de ses propres seringues reste commune puisque 63.3% des injectrices et injecteurs ont indiqué avoir eu ce comportement au cours des 30 derniers jours en 2023.

Plus de la moitié des répondant-es indiquent avoir consommé par inhalation au cours des 30 jours précédents l'enquête (58.9% en 2023). La part de consommatrices et consommateurs par inhalation qui indique principalement inhaler à domicile ou dans un endroit privé (67% en 2020 vs 51.7% en 2023) a diminué au cours des dernières années, au profit d'une augmentation du taux de répondant-es indiquant principalement inhaler dans un lieu public extérieur (24% en 2020 vs 40.8% en 2023), tout comme pour les injectrices et injecteurs. Moins de 5% des consommatrices et consommateurs par inhalation indiquent principalement inhaler dans un local de consommation ou dans un local public (4.1% et 3.4%, respectivement, en 2023). Près de la moitié des consommatrices et consommateurs par inhalation ont principalement consommé seul-es au cours des 30 derniers jours (48.3%). Par ailleurs, les consommatrices et consommateurs par inhalation sont 27.9% à indiquer avoir utilisé du matériel servant à l'inhalation (embout, pipe, ...) déjà utilisé par quelqu'un-e d'autre au cours des 30 derniers jours. Cette proportion est plus faible que celle observée ces précédentes années (41.3% en 2022). En particulier, elles et ils sont 57.3% à avoir partagé la même source de chaleur (briquet, etc.) pour transformer le produit, 46.8% à avoir partagé la même cuillère pour transformer le produit, et 35.5% à avoir partagé le même embout pour consommer le produit.

Finalement, un peu moins de la moitié des répondant-es indiquent avoir consommé par sniff au cours des 30 jours précédents l'enquête (41.3% en 2023).

Plus d'un quart des répondant-es indiquent s'être rendu-es à l'Espace de consommation sécurisé (ECS) de Lausanne au cours des 30 derniers jours en 2023 (26.1%). Cette proportion est restée stable depuis 2020 (23.8%).

## Indicateurs de santé

Lorsqu'il s'agit de décrire leur état de santé, les répondant-es du PAPU sont 16.9% à déclarer être en très bonne santé, 27.9% indiquent être en bonne santé, 33.5% en assez bonne santé, 15.4% en mauvaise santé et 6.3% en très mauvaise santé en 2023. Depuis 2017, les proportions de répondant-es indiquant être en bonne ou très bonne santé ont diminué au profit d'une augmentation de la proportion de répondant-es en assez bonne santé, mauvaise ou très mauvaise santé (42% en 2017 vs 55.2% en 2023). Par ailleurs, en 2023, 42.7% des répondant-es indiquent être sous traitement agoniste opioïde (TAO), soit une proportion en diminution depuis 2017 où elle s'élevait à 59.7%. Cette diminution est particulièrement marquée à Entrée de Secours, le seul CABS du canton qui prescrit des TAO, où 86.2% des

répondant·es étaient sous TAO en 2017 contre 49.6% en 2023.

Les proportions de répondant·es ayant eu un test de dépistage du VIH au cours de la vie et au cours des 12 derniers mois ont diminué depuis les premières éditions du PAPU. En effet, alors qu'en 2018, les répondant·es étaient 89.7% à avoir déjà fait un test de dépistage du VIH, cette pratique concerne seulement 70.9% des répondant·es du PAPU 2023. De manière analogue, 60.1% des répondant·es déclaraient en 2018 avoir eu un test de dépistage du VIH au cours des 12 derniers mois contre 42.2% en 2023. Parmi celles et ceux qui ont déjà eu un test de dépistage au cours de leur vie, 6.9% indiquent être séropositives ou séropositifs en 2023.

Deux tiers des répondant·es ont indiqué avoir déjà été testé·es pour l'hépatite C au cours de leur vie (64.6% en 2023) et un tiers de tous les répondant·es au cours des 12 derniers mois (37.7% en 2023). Cette dernière proportion a diminué depuis 2017 où 57.8% des répondant·es déclaraient avoir eu un test de dépistage du VHC au cours des 12 derniers mois. Un quart des répondant·es du PAPU indiquent avoir déjà été diagnostiqué·es positives ou positifs à l'hépatite C (25% en 2023). Parmi ces dernières et ces derniers, 22% indiquent toujours avoir l'hépatite C et ne pas suivre de traitement 6.8% toujours avoir l'hépatite C et suivre un traitement, 50.9% avoir guéri avec un traitement et 20.3% avoir guéri spontanément. Ces proportions sont relativement stables depuis 2019.

En 2023, sur l'ensemble des structures, 76.6% des répondant·es indiquent disposer d'une assurance maladie, 17.9% n'en ont pas et 5.5% ne savent pas. C'est à Entrée de Secours et à Zone Bleue que le plus de répondant·es indiquent avoir une assurance maladie pour leurs frais de santé en Suisse (respectivement 96.4% et 92%); et dans les structures d'ABS au Vallon que le moins de répondant·es en ont une en 2023 (52.5%).

## Discussion

La répétition de l'étude PAPU en 2023 a permis de faire un nouveau point sur la situation des usagères et des usagers des CABS du canton de Vaud. Parmi les principaux résultats on retient que la population qui fréquente les CABS du canton est vieillissante. La part de personnes non Suisses a augmenté depuis le début des mesures en 2017. Ce constat global est particulièrement visible dans les structures lausannoises.

Une proportion non négligeable de participant·es est en situation de précarité. L'aide sociale ainsi que les assurances sociales (assurance invalidité, chômage, AVS, etc.) restent les sources de revenus principales des répondant·es. Par ailleurs, plus d'un tiers des répondant·es sont sans domicile fixe et la part de répondant·es déclarant être SDF depuis une courte période (moins de 6 mois ou de 6 à 11 mois) a augmenté depuis 2020. Un peu moins de la moitié des répondant·es déclare passer parfois ou souvent

toute une journée sans manger, alors que les CABS du canton proposent des repas à midi lorsqu'ils sont ouverts. Ces résultats témoignent d'une précarisation de la population qui fréquente les CABS du canton. Celle-ci est probablement multifactorielle. La crise économique en lien avec la pandémie de COVID-19 tout comme la crise liée à la consommation de cocaïne base sont potentiellement associées à cette augmentation de la précarité.

Le type de substances consommées reste stable depuis 2017 avec le tabac, l'alcool et le cannabis en tête, suivis par la cocaïne HCl, la cocaïne base, l'héroïne, et les benzodiazépines non prescrites. Toutefois, la consommation de cocaïne HCl et de cocaïne base augmente depuis 2020.

Deux questions introduites en 2023 ont permis d'investiguer avec un peu plus de précision les pratiques de consommation de cocaïne base. La première a permis de montrer que 82% des répondant·es du canton ont transformé elles-mêmes ou eux-mêmes leur cocaïne HCl en cocaïne base ou ont demandé à d'autres personnes de s'en occuper pour elles et eux. Moins d'un cinquième a consommé un caillou préparé par un·e trafiquant·e. Le détail par structure met en évidence des spécificités régionales qui correspondent à la situation du marché telle qu'elle est connue à l'heure actuelle, i.e. présence de cailloux de cocaïne base directement sur le marché noir dans le nord du canton et, à Lausanne, revente de cailloux déjà prêts entre usagères et usagers<sup>3-5</sup>. La seconde question ajoutée en 2023 a mis en évidence que ces consommatrices et consommateurs se divisent en deux groupes relativement égaux lorsqu'il s'agit d'indiquer si elles et ils ont le plus souvent fumé leur produit seul·es ou en groupe.

La part d'usagères et d'usagers ayant eu recours à l'injection pour consommer des substances psychoactives au cours des 30 derniers jours est restée stable depuis 2017. Relevons que la part de répondant·es indiquant s'être le plus souvent injecté·es dans un lieu public extérieur a augmenté depuis 2020, avec, par conséquent, une diminution de la proportion de répondant·es ayant privilégié le domicile. Le constat est identique pour les répondant·es ayant consommé par inhalation, qui représentent plus de la moitié de notre collectif. Cette observation fait écho aux retours du terrain qui relèvent une péjoration de la situation sur la voie publique. A Lausanne en particulier, la situation de l'été 2023 a donné lieu à la mise en place de différentes mesures pour essayer de freiner ces comportements<sup>1,6</sup>.

Globalement, les pratiques de partage de matériel d'injection ont augmenté. La part de répondant·es ayant indiqué avoir utilisé du matériel (seringue, cuillère, filtre, coton, eau) déjà utilisé est en augmentation et même souvent la plus élevée depuis le début des mesures en 2017. Il pourrait être pertinent d'investiguer, à l'aide d'entretiens, dans quels cadres sont menées ces pratiques

<sup>i</sup> Une cellule de crise, qui réunit l'ensemble des partenaires de terrain de la ville de Lausanne sur un rythme hebdomadaire, a été mise en place durant l'été 2023, à la demande de l'Office du médecin cantonal (OMC). Ces rencontres visent à faire un

point de situation régulier et à pouvoir (ré)agir rapidement. En parallèle, également à la demande de l'OMC, le service de médecine des addictions du CHUV assure une permanence en rue un après-midi par semaine<sup>4</sup>.

pour pouvoir orienter des mesures de prévention. Par ailleurs, la réutilisation de ses propres seringues reste une pratique très courante. Elle concerne plus de 6 injectrices ou injecteurs sur dix en 2023. De nouvelles questions introduites en 2023 ont permis de mettre en évidence que 57% des personnes ayant consommé par inhalation ont partagé la même source de chaleur (briquet, etc.) pour transformer le produit, 47% ont partagé la même cuillère pour transformer le produit, et 36% ont partagé le même embout pour consommer le produit. Ces observations interrogent le niveau de connaissance et de compréhension des messages de réduction des risques en matière de consommation par injection, mais aussi par inhalation par les usagères et les usagers. Une observation partagée par l'équipe de la Fondation ABS qui, à l'ouverture de l'ECS du Vallon à l'automne 2018, a été surprise de devoir revenir sur des messages qu'elle pensait acquis<sup>7</sup>. Ces constats sont préoccupants et appellent à un renforcement des messages de réduction des risques transmis aux consommatrices et consommateurs. Les usagères et usagers des CABS semblent, en revanche, être bien informé-es des modes d'élimination des seringues usagées puisque les trois quarts les échange contre des seringues neuves dans une institution.

Lorsqu'il s'agit d'auto-évaluer leur état de santé général, les usagères et usagers des CABS sont bien moins nombreuses et nombreux que l'ensemble de la population générale suisse à indiquer être en bonne ou très bonne santé (45% PAPU 2023 vs 85% de la population générale en 2017)<sup>8</sup>. De plus, cette proportion a diminué depuis 2017 ce qui pourrait exprimer une forme de dégradation de l'état de santé de ce sous-groupe (58% en 2017 vs 45% en 2023).

Cette péjoration s'observe également au niveau des sérologies. Les parts de répondant-es indiquant avoir été testé-es pour le VIH au cours de la vie (71%) et au cours des 12 derniers mois (42%) ont diminué depuis le début des mesures, même si cette proportion reste nettement plus grande que celle observée dans la population générale (5%)<sup>9</sup>. Il en va de même pour les tests de dépistage de l'hépatite C au cours des 12 derniers mois et au cours de la vie (respectivement 38% et 65% en 2023). Pourtant, les proportions de répondant-es indiquant être séropositives et séropositifs (7%) et de répondant-es indiquant avoir été diagnostiqué-es positif-ves au virus de l'hépatite C (25%) montrent que ces épidémies nécessitent toujours une attention particulière dans cette population, même si l'accès au traitement contre l'hépatite C s'est amélioré ces dernières années, tout en restant coûteux.

Relevons encore que la part d'usagères et d'usagers des CABS du canton sous TAO est en diminution depuis 2017. Bien que le nombre effectif de patient-es sous TAO selon le registre officiel soit en diminution également<sup>10,11</sup>, il semble que la diminution observée dans le PAPU soit plus importante, ce qui pourrait suggérer que les personnes en situation de précarité qui fréquentent les CABS sont plus nombreuses à arrêter leur traitement. Ce constat est préoccupant d'autant plus que les abandons de TAO sont une des conséquences connues de la consommation de cocaïne base<sup>4,12</sup>.

Ces différents indicateurs sanitaires tendent à montrer une péjoration de l'état de santé et de l'accès aux soins chez les usagères et usagers des CABS. Pourtant, les résultats du PAPU indiquent que 77% des répondant-es ont une assurance pour couvrir leurs frais de santé en Suisse.

Cette répétition du PAPU a permis de faire un nouveau point important pour comprendre comment évolue la situation des usagères et des usagers des CABS du canton de Vaud. Dans l'ensemble, certains indicateurs (précarisation du public, principaux lieux de consommation de substances, partage de matériel, accès aux soins, etc.) semblent se péjorer, confirmant les résultats d'autres études<sup>4,12,13</sup> ainsi que les retours du terrain. Ces constats appellent au renforcement de la vigilance et des messages de prévention de la part des équipes de terrain. Ceci, d'autant plus que le monitoring cantonal de la remise de matériel d'injection stérile a permis de mettre en évidence une importante augmentation du nombre de seringues remises qui atteint en 2023 un niveau qui n'avait pas été observé depuis 2008, année de la mise en place de la dernière directive cantonale en la matière (226'374 en 2023 vs 137'398 en 2008)<sup>14,15</sup>.

Finalement, pour la sixième année consécutive, l'enquête PAPU a montré la faisabilité d'une étude auprès de populations dites difficiles d'accès, soit les usagères et usagers des CABS. Le nombre de questionnaires retournés augmente depuis plusieurs années (N=304). Même si le taux de participation est relativement bon (73%), les retours du terrain font parfois état de difficultés dans la mise en œuvre. Il est important de continuer à prêter attention à ce que ce taux de participation ne diminue pas, au risque de compliquer la comparaison des résultats. Une solution consisterait à assurer un bon maintien de sensibilisation des équipes de direction et des équipes sur le terrain concernant l'intérêt de ce type de mesures et à valoriser les initiatives des structures pour motiver les usagères et les usagers à répondre (comme la distribution de bons repas).

### Note méthodologique

Le pointage annuel du profil des usagères et usagers (PAPU) est une enquête anonyme, transversale multicentrique et descriptive. Sa méthodologie s'inspire principalement de celle des enquêtes de type «un jour donné», et s'appuie également sur l'expérience des enquêtes réalisées dans les structures à bas-seuil en Suisse et à l'étranger<sup>16,17</sup>.

La phase de récolte des données de cette étude se tient sur une semaine entière début novembre, chaque année, pendant les jours et les heures d'ouverture des CABS. Ce format est préféré à une enquête sur un jour prédéterminé en raison de la variabilité de la fréquentation des centres durant la semaine et des contraintes organisationnelles des CABS.

Quelques jours avant la période de passation effective, les équipes des CABS doivent annoncer la tenue de l'enquête à leurs usagères et usagers afin de favoriser son acceptation. Durant la semaine de

passation, chaque CABS est tenu de systématiquement proposer le questionnaire à toute usagère ou usager entrant dans le centre d'accueil et n'ayant pas déjà rempli ou refusé le questionnaire auparavant, puis de le récupérer. Le questionnaire est, en principe, auto-administré (i.e. rempli seul-e par l'usagère ou l'usager), à part si une demande explicite d'aide est formulée par l'usagère ou l'usager.

Le Distribus qui se distingue des autres CABS par le fait qu'il s'agit d'une structure mobile (un bus), est inclus dans l'étude depuis 2017. Cette structure se caractérise par une fréquentation quotidienne élevée, mais une durée de contact faible avec les usagères et usagers, ainsi que la présence d'un nombre limité d'intervenantes et d'intervenants. En raison de ces particularités, les équipes présentes au Distribus durant l'enquête sont soutenues par deux à trois personnes en renfort<sup>2</sup>. Depuis 2021, c'est la Fondation ABS seule qui s'occupe de cette passation au Distribus.

L'ensemble de ces analyses a été effectué sur Stata (version 18.0).

## Références

- 1 Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. L'offre en matière de réduction des risques liés à la consommation de substances illicites dans le canton de Vaud: un état des lieux. Lausanne: Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2019. (Raisons de santé: Les Essentiels 12). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/rds-essentiels/12>
- 2 Stadelmann S, Lociciro S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagères et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud: PAPU 2018. Lausanne: Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2019. (Raisons de santé 303). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/issn.1660-7104/303>
- 3 Zobel F, Esseiva P, Udrisard R, Lociciro S, Samitca S. Le marché des stupéfiants dans le canton de Vaud: cocaïne et autres stimulants. Lausanne: Addiction Suisse, Ecole des Sciences criminelles, Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2018. Available from: [https://serval.unil.ch/fr/notice/serval:BIB\\_354941DEC8D2](https://serval.unil.ch/fr/notice/serval:BIB_354941DEC8D2)
- 4 Debons J, Samitca S. Etude qualitative sur la consommation de cocaïne base dans le canton de Vaud (freebase/crack). Lausanne: Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2023. (Raisons de santé 352).
- 5 Zobel F, Esseiva P, Samitca S, Udrisard R, Gianola E, Andrani L, et al. MonitorStup - Suivi et analyse du marché des stupéfiants dans le canton de Vaud: le marché de la cocaïne. Lausanne: Addiction Suisse, Ecole des Sciences criminelles UNIL, Unisanté, 2024 (A paraître).
- 6 rts.ch. Les tensions augmentent autour de la consommation de drogues à ciel ouvert. RTS; 2023 [cited 2024 Apr 9]; Available from: <https://www.rts.ch/info/suisse/14263916-les-tensions-augmentent-autour-de-la-consommation-de-drogues-a-ciel-ouvert.html>.
- 7 Samitca S, Stadelmann S, Linder A. Evaluation de l'espace de consommation sécurisée de Lausanne (ECS) - projet pilote de trois ans. Rapport final. Lausanne: Unisante - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2021 (Raisons de santé 327).

- 8 Storni M, Lieberherr R, Kaeser M, Schneider S. Enquête suisse sur la santé 2022. Vue d'ensemble. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS), 2023. (Numéro OFS 213-2202).
- 9 Lociciro S, Simonson T, Samitca S, Koutaissoff D, Amiguet M, Dubois-Arber F, et al. Système de surveillance du VIH et des IST de deuxième génération en Suisse. Rapport de synthèse 2012-2016. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2017. (Raison de santé 278). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/issn.1660-7104/278>
- 10 Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. Traitements agonistes opioïdes dans le canton de Vaud: suivi épidémiologique entre 2015 et 2019. Lausanne: Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2021. (Raisons de santé: Les Essentiels 29).
- 11 Labhart F, Amos J. Statistique nationale des traitements par agonistes opioïdes - Résultats 2022. Lausanne: Addiction Suisse, 2023. (Rapport de recherche N° 160a).
- 12 Egli Anthonioz N, Zobel F. La problématique du crack à Genève - Situation et réponses. Lausanne: Addiction Suisse 2023. (Rapport de recherche N° 153).
- 13 emcdda.europa.eu. The drug situation in Europe up to 2023 - an overview and assessment of emerging threats and new developments (European Drug Report 2023). EMCDDA; 2023 [cited 2024 Apr 9]; Available from: [https://www.emcdda.europa.eu/publications/european-drug-report/2023/drug-situation-in-europe-up-to-2023\\_en](https://www.emcdda.europa.eu/publications/european-drug-report/2023/drug-situation-in-europe-up-to-2023_en).
- 14 Dupertuis V. Programme cantonal de réduction des risques (PCRDR): Rapport d'activités 2023. Lausanne: Rel'ier, (A paraître).
- 15 Maillard P-Y. Programme de prévention des maladies transmissibles - échange de matériel stérile pour les personnes toxicodépendantes: modalités d'échange. Lausanne: Département de la santé et de l'action sociale, Canton de Vaud; 2008.
- 16 Balthasar H, Arnaud S, Gervasoni J-P, Samitca S, Schnoz D, Zobel F, et al. Résultats de l'enquête auprès de la clientèle des structures à bas seuil d'accessibilité (SBS) en Suisse (2006). Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2006. (non publié)
- 17 Lociciro S, Arnaud S, Füglistaler G, Dubois-Arber F, Gervasoni J-P. Résultats de l'enquête 2011 auprès des usagers des structures à bas-seuil en Suisse. Institut universitaire de médecine sociale et préventive - IUMSP Lausanne, 2012. (Raisons de santé 199a). Available from: <https://www.unisante.ch/fr/formation-recherche/recherche/publications/raisons-sante/raisons-sante-199a>

## Citation suggérée

Stadelmann S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagères et des usagers (PAPU) des centres d'accueil à bas-seuil: Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2023. Lausanne, Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2024 (Raisons de Santé: Les Essentiels 57) <https://doi.org/10.16908/rds-essentiels/57>